

L'Arche de Noé



Noyan Tapan

Hebdomadaire L'ESSENTIEL Depuis le 4 Mai 1993

#44 (750)

24 Novembre
2008

Prix: 1000 drams

Discussion interpartite



De près de 50 représentants des partis ont participé le 20 novembre aux discussions politiques sans précédent, organisées à l'initiative du Président Serge Sargssian

Voir ci-dessous

"L'amitié arméno-française vient du fond des siècles"

Le 17 novembre le président arménien Serge Sargssian a reçu la délégation dirigée par le président du Conseil Général du département de la Vendée (France), membre du Parlement européen Philippe de Villiers. La délégation se composait de députés de l'Assemblée nationale française et des vice-présidents du Conseil Général de Vendée. Ce fut annoncé à Noyan Tapan par le Service de presse du président de la RA.

Exprimant sa gratitude aux membres du Parlement français pour l'assistance " pratique " apportée à l'Arménie et pour leurs efforts visant à la reconnaissance du Génocide des Arméniens, ainsi qu'à sa condamnation, Serge Sargssian a indiqué que l'amitié arméno-française et la cordialité mutuelle de deux peuples viennent du fond des siècles.

Philippe de Villiers a indiqué qu'ils étaient les amis sincères d'Arménie. Selon lui, la Vendée est le département numéro un de la France où le plus grand nombre d'entreprises et la main-d'oeuvre principale sont concentrés, et dans ce sens leur expérience peut être utile pour l'Arménie.

Notant que 120 entreprises
suite à la page 2

Une large discussion sur le problème du Karabagh a été organisée par le Président

Par Rita Karapétian et
Sona Machourian

Le 20 novembre, sur l'initiative du Président arménien Serge Sargssian, une consultation sur l'étape actuelle des négociations concernant le règlement du problème du Haut-Karabagh a été tenue au Complexe sportif et de concerts K. Demirtchian avec la participation des chefs des forces politiques du pays.

Notant que de telles réunions auront un caractère régulier, S. Sargssian a indiqué : " J'avais énoncé dans mon message adressé à l'Assemblée nationale et au peuple que j'émettrai une initiative d'inviter des consultations thématiques régulières sur les questions stratégiques d'une importance vitale pour le pays, et j'inviterais les chefs de tous les partis. C'est la première consultation dans ce format ".

Il a exprimé un espoir qu'un tel mécanisme des discussions augmentera le rôle des partis dans le système décisionnel et contribuera au développement ultérieur du champ politique. Selon S. Sargssian, chacune de ces réunions sera consacrée à un sujet concret. Il

n'a pas exclu qu'à l'avenir les discussions auront lieu en dehors de la ville capitale, dans un endroit lié au sujet de la discussion. Selon le président, toutes les forces politiques, y compris les partis extraparlimentaires, seront invitées à participer à ces discussions.



Le président a déclaré que les discussions seront à huis clos, ce qui permettra à tous les participants de s'engager délibérément dans les discussions et d'exprimer librement diverses approches. Il a noté qu'après ces réunions les participants peuvent informer les médias, pourtant, sans références.

Selon Samvel Farmanian, porte-parole du Président de la RA, seulement les chefs des partis ont

été invités à la discussion. 50 de 65 chefs des partis, qui avaient été invités, ont assisté à la réunion. En particulier, des partis de la coalition politique, "Arménie prospère" n'a pas participé car son Président Gagik Tsaroukian s'absentait du pays. L'opposition parlementaire - " Héritage " a été représenté par Anahit Bakhchian, présidente de l'administration du parti.

Des partis - membres du Congrès National Arménien (CNA), représentant l'opposition radicale, seulement David Hakobian, président du parti marxiste, était présent. Selon lui, le leader du CNA, Lévon Ter-Petrosian n'a pas boycotté la discussion, mais a donné la possibilité aux forces politiques, membres du CNA de " manœuvrer librement ".

En dépit de la remontrance du président de limiter chaque discours à 3 minutes, la discussion sur le problème du Karabagh a duré 5 heures. Après la rencontre, des chefs de certains partis ont exprimé leur contentement sur ses résultats.

Avant cela, le 16 novembre, dans l'interview accordée à la TV publique, Serge Sargssian a dit que le règlement du conflit du

suite à la page 2

Le site économique - informatique " Le business aujourd'hui " a été présenté

Par Samvel Sargssian

Le site économique - informatique " Le business aujourd'hui " du centre d'information - analytique " Noyan Tapan " assurera des informations économiques exactes sur les sociétés fonctionnant en Arménie, à la Diaspora et en Artsakh, ainsi que sur les produits et les services offerts, sur leurs prix et les changements de prix. Avec la communication des informations exactes sur les changements ayant lieu sur le marché, le site donne également la possibilité de comparer les prix et de prendre des décisions promptes en marketing, a indiqué Satinée Gharakechichian, responsable du site, lors de la présentation le 19 novembre du site " Le business aujourd'hui " (<http://www.econews.nt.am> ou <http://www.market.nt.am>).

Mher Abrahamian, programmeur en chef du site " Le business aujourd'hui ", fondateur du club "Hangouyts" a indiqué que le site est l'unique en Arménie sous

l'aspect que les utilisateurs peuvent, dans un court délai, recevoir par l'Internet, des données des compagnies et choisir les marchandises et les services nécessaires.

Armand Pinarbasi, directeur de la société " Grant Thornton Amiot Arménie ", a mentionné qu'il prévoyait une information précise, fraîche, profonde et indépendante du site " Le business aujourd'hui ". Selon lui, leur compagnie sera dans le rôle du fournisseur et de l'utilisateur des informations du site car l'information est un outil indispensable dans les travaux de toute compagnie de consultation.

L'assistant du président du Service de la Statistique nationale de la RA (SSN), Hayk Grigorian a lu le message du président du SSN, Stépan Mnatsakanian, à l'occasion du lancement du site " Le business aujourd'hui ", où il est en particulier stipulé que "le site contribuera à la création et au développement d'un système d'information économique et à la formation d'une société d'information en Arménie".

Coprésidents : Le conflit ne peut pas être résolu sans la participation du côté de Karabagh

Par *Sousanna Petrossian et Haroutiun Khatchatrian*

Les coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE considèrent que l'une des plus importantes questions du processus du règlement du conflit du Karabagh est d'assurer la sécurité du peuple du Haut-Karabagh, a déclaré le coprésident français du GM, l'ambassadeur Bernard Fassier, lors de la conférence de presse du 17 novembre. Selon lui, la nécessité de la création des conditions pour la vie sûre du peuple du Haut-Karabagh est prise en compte dans le processus du règlement pacifique. A ce moment, le problème de la sécurité du Haut-Karabagh ne dépend que du Haut-Karabagh et d'Arménie. La sécurité de la population du Haut-Karabagh devrait être assurée par la mise en œuvre des mesures plurilatérales fixées par des garanties internationales. Le consentement de l'Azerbaïdjan est nécessaire pour la réalisation de ces mesures ", a déclaré le diplomate français.

Un point de vue analogue a été exprimé par les coprésidents Y. Merzliakov et M. Bryza. Selon M. Bryza, le peuple du Karabagh devrait se sentir en sécurité des attaques physiques et de la pression économique.

En réponse à la question que le retour des territoires jouxtant le Haut-Karabagh, contrôlés par des troupes arméniennes, est impossible sans consentement du peuple du Haut-Karabagh, Yuri Merzliakov a dit : " Personne n'a demandé l'avis du peuple du Haut-Karabagh concernant ces terres. Je ne peux pas partager l'opinion que

les résidents du Haut-Karabagh sont contre à cent pour cent que les territoires soient rendus en cas d'assurance des conditions de sécurité".

Selon lui, les coprésidents essaient de trouver une solution satisfaisante à tous les côtés du conflit. Quant à la reconnaissance de l'indépendance du Haut-Karabagh, le diplomate russe a noté qu'il fallait préciser de quels cadres s'agissait-il exactement? "L'indépendance du Karabagh dans le cadre de la région autonome du Haut-Karabagh de la RSS d'Azerbaïdjan, ou la situation actuelle avec les territoires jouxtant le Haut-Karabagh sont prises en considération. Je trouve que nous devons procéder à partir de la réalité et être réalistes", a déclaré Y. Merzliakov.

Bernard Fassier a indiqué qu'actuellement le processus était à l'étape préliminaire de la formation d'un accord de paix. " Il serait à souhaiter qu'un accord sur les questions fondamentales ait été atteint, mais malheureusement, ce n'est pas comme ça. Tous ces détails seront discutés un jour ou l'autre, mais nous ne l'avons pas encore atteint".

Le coprésident américain, l'ambassadeur Matthew Bryza a dit que la visite des coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE à la région était comme constructive et réussie. Il a rejeté les informations sur la préparation " d'un protocole secret obligeant le côté arménien ". Selon lui, de telles rumeurs ne correspondent pas à la réalité.

Il a particulièrement indiqué que l'humeur des présidents d'Arménie et d'Azerbaïdjan a considérablement changé pour le

meilleur après la rencontre du 2 novembre à Moscou. " Le respect mutuel augmente constamment. Afin de décrire les voies ultérieures du règlement ils commencent à regarder le processus avec les yeux de l'un de l'autre ", a déclaré le coprésident américain.

Matthew Bryza a assuré que les coprésidents du GM de l'OSCE

ger le processus du règlement. Le diplomate américain a exprimé sa profonde inquiétude sur l'information concernant l'incident militaire non loin de Fizouli. Cet incident montre une fois de plus la nécessité d'approfondir les mesures de confiance, car c'est la confiance qui devrait aider à empêcher de tels incidents. M. Bryza a rappelé que

view accordée aux journalistes azéris j'ai dit qu'un accord équilibré est nécessaire, mais les journalistes ont voulu renseigner en leur faveur " a déclaré M. Bryza.

" Nous tous, nous essayons pour qu'au moins un conflit soit complet dans le champ légal, c'est notre but ", a dit l'ambassadeur Yuri Merzliakov, coprésident russe du GM de l'OSCE, commentant la déclaration du règlement du Haut-Karabagh signé le 2 novembre à Moscou. Il a rappelé qu'il est stipulé dans la déclaration que les négociations continueront sur la base des principes du droit international. Le diplomate russe a également indiqué que la déclaration de Moscou n'indique rien sur un règlement concret, mais souligne seulement que le règlement devrait être politique, ce qui est déjà très important.

Quant aux divers commentaires sur la déclaration, Y. Merzliakov a indiqué que les coprésidents procédaient à partir de ce qu'ils avaient entendu d'I. Aliyev et il avait trois jours. En particulier, selon lui, le président I. Aliyev a déclaré que la signature de la déclaration témoignait que chaque côté voyait son positif dans ce document. " Il est difficile de s'attendre à ce que le commentaire de l'Azerbaïdjan coïncide complètement à ce qu'on voit en Arménie et au Karabagh. Il est difficile de supposer qu'il y aura de l'unanimité dans les deux pays et au Karabagh. Et c'est peut-être bien, car, comment vous imaginez la signature du premier document commun après 1994 où le document de cessez-le-feu a été signé ".



avaient beaucoup de travail à faire. En particulier, le travail avec les présidents et les ministres des Affaires étrangères d'Arménie et d'Azerbaïdjan continuera. " Nous sommes contents que les deux présidents ont chargé leurs ministres des Affaires étrangères à commencer de travailler dans l'esprit du pragmatisme ", a dit Matthew Bryza.

Selon lui, l'important est qu'aucun des côtés n'entreprend des mesures qui peuvent mettre en dan-

selon une des clauses de la déclaration signée à Moscou, le règlement du conflit du Haut-Karabagh devrait être pacifique et politique.

Quant aux rapports qu'il a fait à Bakou sur la nécessité de retrait des troupes arméniennes des territoires jouxtant le Karabagh, le diplomate américain a indiqué qu'il y avait une tendance à Bakou de couvrir toute question unilatéralement, que ce soit la question du Karabagh, des questions agricoles ou toute autre question. " Lors de mon inter-

Un tireur de précision présent au 1^{er} mars

Par *Narée Grigorian et Hasmik Hakobian*

Samvel Nikoyan, président de la Commission ad hoc parlementaire, examinant les événements des 1er et 2 mars, a annoncé lors de l'entretien avec les journalistes étrangers qu'une arme à feu et un tireur de précision avaient été accordés à la police, pendant les actions organisées contre les manifestants du 1er mars. Ce fut déclaré par Lévon Zourabian, coordinateur du Congrès National Arménien, lors de la conférence de presse du 20 novembre.

Selon l'enregistrement de l'entretien de S. Nikoyan et de ses



Lévon Zourabian

interlocuteurs représenté aux journalistes, en réponse à la question "Quels types d'armes ont été utilisés par la police le 1er mars ", le président de la Commission ad hoc a dit : " Par nos lois, notre police a

le droit d'utiliser un bouclier, des matraques, des voitures d'arrosage, du gaz lacrymogène et des armes à feu de type Kalachnikov, ainsi qu'un tireur de précision. Ces armes leur ont été accordées ".

L. Zourabian a rappelé que 10 de 5 victimes des événements du 1er mars étaient morts par un tir d'arme à feu à la tête. Il a conclu que ces coups de feu ont été faits par un ou quelques tireurs de précision. L. Zourabian a refusé d'informer quand et qui a transmis au CNA cet enregistrement.

Il a indiqué que les autorités essaient de faire de façon que les travaux du groupe de l'établissement des faits soient organisés dans le bâtiment de l'Assemblée nationale pour qu'elles surveillent le groupe. Si cela continue, le CNA et le parti " Héritage " rappelleront leurs représentants du groupe.

Galuste Sahakian, chef de la fraction " PRA " de l'AN de la RA, lors de la conférence de presse du 21 novembre, commentant l'enregistrement que l'opposition a diffusé le 20 novembre, a dit : " Je trouve que les personnes qui ont créé la situation du 1er mars, qui essaient d'usurper le pouvoir dans notre pays par voie non-législative, ont eu des tireurs de précision, s'ils y ont été ".

Selon G. Sahakian, pour les autorités il n'était pas profitable

d'utiliser des tireurs de précision lors des événements du 1er mars : les autorités en appelaient à s'unir, mais pourtant certaines personnes essayaient d'arranger certaines questions. Selon lui, les événements du 1er mars étaient dirigés par des forces étrangères, qui voulaient voir l'Arménie comme un demi-État.

Evoquant l'arrêt temporaire des rassemblements de masse de l'opposition, G. Sahakian a indiqué que



Galuste Sahakian

cette décision de l'opposition était positive afin d'assister les autorités dans la question des négociations autour du conflit du Karabagh. Selon lui, le silence de l'opposition signifie également que ces derniers sont pour l'approche du règlement du problème que les autorités ont adopté. " Les autorités ont pu présenter à la société internationale qu'indépendamment à tout, en Arménie tous partagent la même idée ", a-t-il indiqué.

Une large discussion sur le problème du Karabagh a été organisée par le Président

Début à la page 1

Karabagh avait encore un long chemin à parcourir. "Pendant les négociations nous devons prendre une telle décision qui me permettra d'être au moins convaincu que cette décision procède à partir des intérêts de notre peuple, après quoi nous devons la mettre en discussion nationale. Ensuite il sera nécessaire de signer un traité, ensuite un accord, et ainsi de suite ", a dit le président, ajoutant : " Quand je dis que nous ne retarderons pas le problème, cela ne signifie pas que le problème sera résolu demain, dans un, trois ou quatre mois ". Selon S. Sargssian, " nous ne devons pas retarder artificiellement la résolution du problème mais nous devons prendre une décision, un accord, après quoi un long processus suivra. Ce n'est pas un problème à résoudre par une, deux, trois, 131 et même 1300 personnes, c'est l'un des problèmes principaux de notre peuple, et il doit dire s'il est d'accord avec la version que nous atteindrons pendant les négociations ", a souligné le président arménien.

Selon lui, les interrogatoires quotidiens sur les détails des négociations est la tâche des hommes politiques, et celle des négociateurs est de pouvoir tenir la société au courant, d'une manière générale, sur les principes de la solution du problème, de garder les détails des négociations comme ces dernières

sont un processus complexe et sensible, pendant lequel on devrait être prudent et orienté. " Nos forces politiques participeront incontestablement aux discussions, peut-être il n'est pas le temps de mettre en discussion la question actuellement, mais afin de calmer la tempête créée dans un verre d'eau, j'inviterai probablement les présidents des partis politiques et j'essayerai d'écouter leurs questionnements et de découvrir ce que les importe ", a-t-il dit.

Le président a souligné qu'il était en faveur du Haut-Karabagh et de son président étant impliqués dans le processus de négociations. Il considère que " c'est peut-être la voie la plus effective, et cela va de suite ".

Quant à la déclaration de Maindorf, signée par les présidents d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de la Russie, soumise à la critique, S. Sargssian a indiqué que c'était le seul document où l'Azerbaïdjan avait accepté le règlement politique du problème du Haut-Karabagh. Le président arménien a également souligné que le règlement du conflit devrait être mis en œuvre basé sur les documents internationaux fondamentaux : " Ce sont les Azerbaïdjanais qui doivent spéculer, pourquoi vous le faites ? Il faut comprendre que ce n'est pas le problème de Serge Sargssian, c'est celui du Karabagh ", a dit le président.

Il a rejeté que l'Arménie faisait des concessions unilatérales.

"L'amitié arméno - française vient du fond des siècles"

Début à la page 1

accompagnées par le capital français fonctionnent en Arménie, S. Sargssian a exprimé de l'espoir que les entreprises vendéennes aussi entreront dans notre pays. Il a

exprimé son contentement pour la coopération dans le domaine du perfectionnement des professeurs, étant donné que l'Arménie est récemment devenue membre associé de l'Organisation Internationale de la Francophonie.

Philippe de Villiers a informé qu'en raison des discussions tenues à Erévan, les directions générales de la coopération avaient été déjà décrites, et qu'ils avaient pour but de mettre en œuvre des programmes tout à fait ambitieux.

2 PEUPLES QUI ONT CONNU LE GENOCIDE L'ARMENIE ET LA VENDEE AVEC SON PRESIDENT PHILIPPE DE VILLIERS UNIS



MADAME FRANCOISE GOVCIYAN

VENDEENNE DE NAISSANCE ET ARMENIENNE DE COEUR

EST NOTRE PRESIDENTE DE L'ASSOCIATION SANS ELLE RIEN N'AURAIT ETE POSSIBLE



*Quelques INVITES DE L'UFE ET DU G2IA
FRANÇAIS-ARMENIENS - DE GAUCHE A DROITE
Raymond YEZEGUELIAN - Le Bâtonnier SAHAKYAN -
Mr VALIAN - Maître OVSANA STEPANIAN - Mme
Hermine DUZIAN - Astrid Djolakian
J.J WEILLER - FRANK GARABEDIAN - SONIA
GARABEDIAN - PASTEUR RENE LEONIAN - TOM
SHORTLAND - Mme VALIAN*

**Arrivée de PHILIPPE DE VILLIERS
- EN GRANDE FORME - AU COCKTAIL - ORGANISE
CONJOINTEMENT PAR L'UNION DES FRANÇAIS DE
L'ETRANGER - (UFE ARMENIE) - ET LE GROUPEMENT
INTERPROFESSIONEL ARMENIEN (G2IA)**

Le Président du Conseil Général de Vendée
vient apporter à l'ARMENIE LA SOLIDARITE
des valeureux Vendéens qui ont subi le génocide
eux-aussi avec les deux-tiers de la population massacrée
Mr De Villiers se déclare arménien AVEC DOUBLE COEUR
(emblème de la Vendée)



*Monsieur le Consul de France, Jackie Charotte et Monsieur De Villiers
remercient chaleureusement le Bâtonnier des avocats d'Arménie, Mr
Ruben Sahakyan d'avoir permis d'organiser le cocktail de l'UFE (Mr
R. Yezeguelian à l'arrière plan) et du G2ia dans les locaux de la Maison
du Barreau d'Arménie (le Barreau d'Arménie compte 818 avocats et
Mr Ruben Sahakyan est leur Président élu)*

Mr de Villiers exprime sa satisfaction d'être en Arménie au Président de l'Union des Français de l'Etranger



PLUS DE 80 PARTICIPANTS Pour ACCUEILLIR Mr Philippe de Villiers Qui explique qu'un pays comme la Turquie qui a commis le génocide des arméniens soit admis dans l'Union Européenne alors que l'Arménie, qui, elle, a subi le génocide ne serait pas admis, ce serait un comble dit-il.

Note : le lendemain, Mr Philippe de Villiers était reçu, par le Président de la République d'Arménie, Mr Serge Sarkissian.

Dominique Souchet - député - Président de la Commission des Affaires Internationales Vice Président du Conseil Général de Vendée.

Jacques Houdin - Vice Président du Conseil Général.
Véronique Besse - Vice Président du Conseil Général.
Thierry Rolando - Conseiller du Président de Villiers à l'Economie.

François Bon - Conseiller Général - Directeur des Affaires Culturelles.

Maxime Henri Rousseau - Responsable du département des relations internationales.

Mme la Rectrice de l'Université Française d'Arménie (Lyon 3) Mme Marie Schlosser.

Sasun Saugy - Président du G2ia.

Raymond Yezeguelian - Président de l'UFE Arménie.

Mme Soizic Durand - secrétaire de l'association G2ia.

Mme Françoise Ardillier Carras - administratrice du G2ia.

Les Présidents des chambres de Commerce et d'industrie de Vendée et de nombreux Chefs d'entreprise.

de gauche à droite

1) **Mr Sasun Saugy** Président de Groupement Interprofessionnel Arménien (G2ia)

2) **Mr le député Dominique Souchet** - Président de la Commission internationale du Conseil Général de Vendée

3) **Mr Jacques Houdin** - sénateur Honoraire - Président du groupe d'amitié France Arménie du Sénat

4) **Mr le bâtonnier de l'ordre des Avocats d'Arménie Ruben SAHAKIAN**

5) **le Président Philippe de Villiers**



La BM peut allouer 250 millions de dollars au secteur des PME en Arménie

Le programme du gouvernement arménien sur des mesures de la confrontation à la crise financière globale a été récemment présenté à l'Assemblée nationale. Le programme souligne la nécessité de prendre des mesures rapides et complexes dans la situation créée, a indiqué le premier ministre arménien Tigran Sargsian, recevant les représentants du bureau d'Erévan de la Banque mondiale, dirigée par Aristomène Varudakis, manager pour l'Arménie de la BM, le 18 novembre. Selon elle, l'Arménie a réussi à empêcher la première vague de la crise financière, tandis qu'actuellement les pays sont

préoccupés par la se-conde vague - la crise économique, et l'Arménie doit également entreprendre des mesures pour réduire son impact.

T. Sargsian a proposé aux représentants de la BM de discuter avec l'administration de la banque l'accord sur l'octroi de crédits supplémentaires de 250 millions de dollars au secteur de petites et moyennes entreprises de la RA (cet accord a été conclu pendant sa visite à Washington). Le premier ministre a précisé que le programme arménien sur l'accréditation des PME avait été considéré comme le meilleur au monde par la banque allemande KfW, et il y a actuellement une intention d'em-

ployer l'expérience réussie en augmentant les volumes de l'accréditation, prenant en compte la grande demande. Selon T. Sargsian, les banques arméniennes peuvent et sont prêtes à distribuer de grandes sommes. Il a indiqué que basé sur les accords de Washington, il avait également envoyé une lettre au directeur adjoint de la BM et au directeur régional, prévoyant un octroi de crédits le plus vite possible pour le programme des PME. Le premier ministre a mentionné que des négociations sont conduites avec d'autres organisations financières afin d'attirer des ressources financières nécessaires.

Un crédit de 17 milliards de dollars sera accordé au PME d'Arménie

Par Sousanna Tonoyan

Le projet de financement du programme de crédit contribuant au développement de petites et moyennes entreprises a été approuvé à la séance du 20 novembre du gouvernement de la RA.

Le ministre des Finances de la RA Tigran Davtian a indiqué que le projet pouvait être observé dans le contexte des mesures d'atténuation des impacts possibles de la crise économique mondiale. Selon le projet, des ressources finan-

cières supplémentaires d'un montant total de 17 milliards de drams (de près de 55 millions de dollars) seront accordés au "Fonds arméno-allemand", pour que le fonds puisse accorder des sommes aux banques qui vont financer les petites et moyennes entreprises.

Le premier ministre Tigran Sargsian a indiqué que le projet était l'une des mesures importantes de surmonter la crise financière globale. Selon lui, l'octroi des facilités de crédit permettra aux petites et moyennes entreprises de recevoir des crédits et de

créer des emplois.

À la différence des pays de la CEI, selon le premier ministre, l'Arménie a un avantage comparatif : c'est le système bancaire du pays qui confronte non seulement à la crise, mais a de bons indices et fonctionne avec un intérêt de plus de 20 milliards de drams.

Le président de la Banque centrale Artur Djavadian a présenté le projet de loi de la RA "sur la banque panarménienne". Selon lui, au début de l'an 2009 il est prévu de créer une Banque panarménienne.

La crise économique n'a pas eu d'impact sur le domaine des TI

Par Samvel Sargsian

Bien qu'une crise financière règne dans le monde entier, selon les données des experts internationaux, les investissements dans le domaine des TI augmentent. Les volumes des investissements impliqués des sociétés fonctionnant en Arménie dans ce domaine ont également augmenté par rapport à l'année précédente. Ce fut annoncé par Bagrat Yengibarian, directeur du fonds "Incubateur des entreprises", lors de la conférence de presse du 20 novembre.

Selon lui, de l'entretien avec le président de la compagnie canadienne "Macademian" il est devenu clair qu'une augmentation des investissements dans le domaine des TI est enregistrée au Canada est aux Etats-Unis. "Et si "Macademian" et "National instruments" augmentent le nombre des travailleurs de ses branches arméniennes, cela signifie

qu'il ne peut pas être question de la diminution des investissements", a dit B. Yengibarian, ajoutant que d'autres compagnies étrangères de ce domaine ont également augmenté le nombre de ses travailleurs en Arménie.

Il a été noté que les représentations des compagnies des TI considèrent qu'ils sont aptes à affronter à la crise financière actuelle car ils ont survécu la crise de 2000-2001 du domaine.

Selon les données de Karen Vardanian, directeur exécutif de l'Union des Entreprises des Technologies de l'Information d'Arménie, la crise financière internationale a eu un impact différencié sur les compagnies étrangères du domaine des TI. Comme principalement les centres de génie des compagnies étrangères fonctionnent en Arménie et la demande des solutions de génie n'a pas diminué, la crise n'a pas eu un grand impact

négligeable sur le domaine des TI en Arménie, et dans certains sous-domaines une augmentation a été enregistrée.

Néanmoins, le directeur exécutif de l'UETI trouve que pendant les trois années à venir le secteur privé et l'Etat doivent élaborer une stratégie afin de confronter aux conséquences de la crise financière internationale en Arménie. L'une des questions de l'ordre du jour de la rencontre "sans cravates" des chefs du domaine des TI qui aura lieu à Dilijan du 5 au 7 décembre, sera consacrée à la prise de cette démarche. Des questions liées aux relations du domaine des TI et des services d'impôt et de douane y seront également discutées.

K. Vardanian a informé que c'est la première rencontre "sans cravates" des chefs du domaine des TI d'Arménie à laquelle participeront les représentants des compagnies étrangères.

En janvier-octobre 2008 le PIB arménien a augmenté de 9,2%

Par Samvel Sargsian

En janvier-octobre 2008 le PIB arménien a augmenté de 9,2% et a fait 3 trillions 10 milliards 472,9 millions de drams (de plus de 8 milliards 842,6 millions de dollars). L'indice-déflateur du PIB a fait 110,8%.

Selon les données du Service de la statistique nationale de la RA, le volume de la production industrielle en Arménie a augmenté de 4% et a fait 639 milliards 445,2 millions de drams.

Le produit brut agricole a augmenté de 1,8% et a fait 576 milliards 601,4 millions de drams, le volume de la construction a augmenté de 6,9% et a fait 685 milliards 105,5 millions de drams, le chiffre d'affaires du commerce de détail a augmenté de 7,9% et a fait 793 milliards 383,8 millions de drams, et le volume des services a augmenté de 13,3% et a fait 589 milliards 901,6 millions de drams.

Le chiffre d'affaires du commerce extérieur de la RA a augmenté de 31,5% et a fait 4 milliards

520,4 millions de dollars. L'exportation a augmenté de 0,9% et a fait 941,2 millions de dollars, l'importation a augmenté de 42,8% et a fait 3 milliards 579,2 millions de dollars.

À la fin du mois d'août le nombre des chômeurs officiellement enregistré a diminué de 6,4% et a fait 75,3 mille personnes.

Pendant les dix premiers mois de cette année le salaire nominal mensuel moyen a fait 89164 drams. Le taux de change moyen de 1 dollar a fait 305,86 dram.

"Ani-Tour"



L'Agence de Voyage organise des tours de 7 à 9 jours en Arménie historique

Pour information, contactez (091) 203-206 ou (094) 203-206, écrivez-nous par info@anitour.org ou bien visitez-nous à Erévan, rue Isahakian 28, chambre No 20

Ne manquez pas cette opportunité exclusive et réalisez vos rêves.

Aucun Français n'est seul à l'étranger

Inscrivez-vous à l'Union des Français d'ARMÉNIE!

Votez pour nos sénateurs!
Nombreux avantages-conseils, assurances maladie!



BP 7 - EREVAN 0010
Email: contact@ufe-am.com
Tél: 091 512606 - 093 630621
www.ufe-am.com

A YEREVAN-CENTRE

APPARTEMENTS-RESIDENCE YEZEGUELIAN

Prix à la semaine - 250 Euros

DANS LE PARC DE L'HOTEL CONGRESS
YEREVAN: 3749-3-672452 et 3749-1-739191

e-mail: yezeguelian@aol.com

Fax: 010-542-518

BUREAU A PARIS
34 A. Champs-Élysées
Tél: 01-43-59-65-19



"France Télécom" a reçu l'autorisation finale du troisième opérateur de téléphonie mobile

La Commission de la Normalisation des Services Publics d'Arménie a accordé une autorisation finale du troisième opérateur

téléphone par les codes : +374 (0) 55 et +374 (0) 95.

Selon les conditions de l'autorisation, la société est obligée d'assurer une couverture GSM à Erévan et dans les territoires de 42 villes dans un délai de deux ans après la réception de l'autorisation.

La société est également obligée d'assurer une couverture téléphone portable dans au moins 200 villages d'Arménie et pour 85% des nœuds de transport liant l'Arménie à la Géorgie et à l'Iran dans un délai de trois ans.

"FTA-Telecom" transférera une somme d'un montant total de 51,5 millions d'euros pendant un jour d'ouverture des banques pour recevoir l'autorisation du troisième opérateur de communication mobile en Arménie. La société fonctionnera sous la marque "Orange" sur le marché arménien.



de téléphonie mobile à la société "France Télécom", enregistrée en Arménie comme "FTA-Telecom". L'autorisation a été accordée pour un délai de 15 ans avec un droit de prolongation de 15 ans. "FTA-Telecom" a reçu une permission de l'emploi des radiofréquences pour un délai de 10 ans. Cette dernière fournira des numéros de

L'élection d'Obama oblige la Turquie à repenser ses exigences envers l'Arménie



De Harut Sassounian
Édité par The California Courier
Éditorial de Sassounian du 20 novembre 2008

Voilà 15 ans que la Turquie exerce un blocus sur l'Arménie, espérant vainement que cela obligera les responsables arméniens à faire des concessions à Ankara sur plusieurs fronts : abandonner la poursuite de la reconnaissance du génocide, reconnaître l'intégrité territoriale de la Turquie, et accepter la juridiction de l'Azerbaïdjan sur l'Artsakh (Karabagh). En retour, la Turquie a offert de lever son blocus et d'établir des relations diplomatiques avec l'Arménie.

L'Arménie a rejeté avec ténacité les demandes inacceptables de la Turquie, malgré les privations économiques que son peuple subit en raison des blocus conjoints imposés par la Turquie et l'Azerbaïdjan.

Frustré par le nombre croissant de pays qui ont reconnu le génocide arménien ces dernières années, le gouvernement turc s'est lancé dans un nouveau projet pour essayer de séparer l'Arménie de la diaspora, dans l'espoir de saper leurs efforts conjoints visant à une reconnaissance internationale du génocide arménien.

Au cours des derniers mois, en raison de la convergence de plusieurs facteurs -- agitation en Arménie consécutive aux élections présidentielles et augmentation des pressions exercées sur Erevan par les pays occidentaux et la Russie pour une réconciliation avec la Turquie -- le Président nouvellement élu de l'Arménie a offert d'accepter la proposition turque d'établir une commission historique conjointe sur le génocide, mais uniquement après que la Turquie aura levé son blocus et établi des relations diplomatiques avec Erevan.

Peu de temps après la déclaration du Président Serge Sargsyan, la guerre russo-géorgienne a brièvement interrompu le transport de marchandises entre les ports de la Mer Noire et l'Arménie, ce qui a rendu le gouvernement arménien plus pressé de faire rouvrir la frontière turque, qui servirait de route alternative d'approvisionnement. En outre, l'Arménie a exprimé son intérêt à se joindre à la "Plateforme de Coopération et de Stabilité dans le Caucase" qui a été proposée par le Président Abdullah Gül, soi-disant pour créer une relation plus forte entre la Russie, la Géorgie, l'Azerbaïdjan, l'Arménie et la Turquie. L'initiative du Président Gül aiderait indirectement l'Arménie à contrer les tentatives de l'Azerbaïdjan d'isoler et d'exclure Erevan de tous les projets régionaux.

La Turquie a accueilli avec enthousiasme les signes de coopération de l'Arménie. Avec pour résultat que le Président Gül a répondu positivement à l'invitation du Président Sargsyan de venir à Erevan - la première visite de ce genre d'un dirigeant turc - pour regarder un match de football que se disputaient les équipes nationales des deux pays. Avec cette visite, le Président turc s'est attiré des honneurs du monde entier, et cela a élevé la stature internationale de la Turquie à un moment où le pays recherchait désespérément les votes des membres de l'ONU pour obtenir un siège de membre permanent au Conseil de Sécurité.

Mais bien vite, le projet turc a rencontré une série de problèmes. L'Arménie et la Turquie n'ont pas pu se mettre d'accord sur les détails -- sujet à traiter, composition et timing -- de la commission historique conjointe proposée. La Turquie, d'un autre côté, était pressée de mettre en place la commission avant le début du mandat présidentiel de Barack Obama le 20 janvier 2009, afin de décourager la nouvelle Administration américaine d'envisager la reconnaissance

du génocide arménien.

Entre-temps, les responsables arméniens se sont montrés réticents à passer à l'action au sujet de la commission, tant que la Turquie n'ouvrirait pas ses frontières et n'établissait pas de relations diplomatiques avec l'Arménie. Le gouvernement turc a apparemment sous-estimé la volonté des dirigeants arméniens à s'en tenir à ces deux conditions préalables et il



a fait une erreur de jugement quant à leur détermination à résister aux pressions occidentales sur ce point.

Après ces erreurs d'appréciation, les Turcs ont envenimé les choses en insistant pour que l'Arménie accepte de restituer à l'Azerbaïdjan une partie des territoires bordant l'Artsakh, avant qu'Ankara ne soit d'accord pour lever le blocus. Cette condition inacceptable a mis fin à toute éventualité de rapprochement entre les deux pays dans un futur proche.

Et pour compliquer le tout, deux nouveaux incidents survenus la semaine dernière ont prouvé que les tentatives turques de semer la discorde entre l'Arménie et la Diaspora sur la question du génocide a échoué. Le Président Sargsyan, dans une interview avec le journal allemand Frankfurter Allgemeine, a indiqué qu'il était d'accord avec les leaders de la diaspora sur le fait qu'une commission historique conjointe était "complètement inutile." Il a déclaré : "Nous ne pensons pas que cette commission puisse mener à quoi

que ce soit. Nous voulons établir des relations diplomatiques entre les deux pays, ouvrir les frontières sans conditions préalables, et ensuite, par le biais d'un processus intergouvernemental, nous pourrions discuter des questions afférentes aux pays voisins. Nous ne considérons pas la reconnaissance du génocide par la Turquie comme une condition préalable à l'établissement de relations diplomatiques. Nous le souhaitons, mais pas à n'importe quel prix. Dans le passé, les pays européens n'ont pas mis en place des commissions historiques afin de développer des relations normales. Une telle initiative pourrait également signifier une tentative de tromper l'opinion publique internationale, surtout si le processus s'étend sur plusieurs années."

L'autre revers est venu lorsque le journal turc Zaman a prétendu que le Ministre arménien des Affaires étrangères, Edward Nalbandian, avait remis en question la valeur de la reconnaissance du génocide arménien par davantage de pays, l'incitant à émettre une déclaration réfutant l'article turc. "L'information récente dans la presse turque qui imputait aux responsables arméniens des propos sur la reconnaissance internationale du génocide arménien est déformée et présentée à l'envers. J'ai déclaré à maintes reprises et j'aimerais le répéter, que les responsables arméniens n'ont jamais rien dit en faveur d'un arrêt du processus de reconnaissance internationale du génocide arménien. En outre, l'Arménie ne tolère aucune expression de négationnisme du génocide arménien", a déclaré M. Nalbandian.

De façon significative, ces revers surviennent au moment même où les dirigeants turcs montrent une grande inquiétude envers la promesse faite par le Président américain nouvellement élu, Obama, de reconnaître le génocide arménien. De fait, lors de son dernier voyage aux États-Unis, le Premier ministre Recep Erdogan, à

plusieurs reprises, a exprimé sa vive inquiétude sur les intentions annoncées par M. Obama sur le génocide. En vérité, les responsables turcs et américains ont prévenu M. Erdogan que le Président Obama reconnaîtrait probablement le génocide arménien et que le Congrès pourrait adopter une résolution sur cette question, à moins que la Turquie ne prenne immédiatement la mesure courageuse de lever le blocus et d'établir des relations diplomatiques avec l'Arménie.

Actuellement, le Premier ministre turc est dans un processus d'évaluation des intentions du Président élu Obama en ce qui concerne le génocide arménien, en communiquant avec son cercle de proches conseillers. S'il venait à déterminer si M. Obama a l'intention de tenir la promesse faite pendant sa campagne, M. Erdogan pourrait rapidement rouvrir la frontière et établir des relations diplomatiques avec l'Arménie, afin de devancer toute action officielle du Président américain et/ou du Congrès. Cependant, si M. Erdogan venait à découvrir que le Président Obama hésite à tenir ses promesses électorales, la partie turque pourrait alors continuer à avoir des exigences sévères envers l'Arménie.

Dans ces circonstances, les dirigeants arméniens ne sont pas particulièrement pressés. Ils peuvent patiemment attendre de voir quelle sera la position du prochain Président des États-Unis vis-à-vis du génocide arménien. Dans tous les cas de figure, la partie arménienne n'a rien à perdre à attendre. Au contraire, en attendant son heure, le gouvernement arménien pourrait bien s'éviter et d'avoir à faire des concessions sur l'Artsakh et de refuser la mise en place de la commission historique "inutile", tout en obtenant que la Turquie lève son blocus.

©Traduction C.Gardon pour le Collectif VAN - 20 novembre 2008 - 15:00 - <http://www.collectifvan.org>

La ministre de la Diaspora s'est rendue aux Etats-Unis, achevant sa visite en Amérique latine

Du 15 au 17 novembre, Hranouche Hakobian, ministre de la Diaspora de la RA se trouvait dans la ville de São Paulo de Brésil pour une visite de travail, où s'est achevée sa visite régionale en Amérique latine.

Au cours de la visite de deux jours la ministre de la Diaspora a visité les trois églises arméniennes et a participé à la messe célébrée par le prélat du diocèse de Brésil, Tatevi archevêque Gharibian, suivie d'une réception dans la résidence du prélat. Ensuite H. Hakobian a posé une couronne sur le monument commémoratif des martyrs du Massacre arménien de 1915.

Le même jour, le 15 novembre la ministre est partie pour Osasco, ville-sœur de la ville de Gumri. La déléguée arménienne a visité le khatchkar-monument érigé à Osasco et s'est jointe à la foule rassemblée dans le centre arménien

d'Osasco, parmi laquelle était le maire Emidio de Souza. Il était venu pour saluer la ministre arménienne et réaffirmer sa bonne volonté d'établir une coopération étroite avec la ville de Gumri.

Dans le club arménien de São



Paulo la ministre a également rencontré la société arménienne de São Paulo. Elle a fait un discours représentant la stratégie que le nouveau ministère a adoptée et la nécessité d'établir une nouvelle coopération étroite entre les deux parties du peuple arménien. Elle y a également eu un entretien avec le

député fédéral brésilien Sidni Carvalho portant sur le développement ultérieur des relations arméno-brésiliennes.

Mme Hranouche Hakobian a eu également une rencontre dans l'Union Générale Arménienne de Bienfaisance où des discussions ont eu lieu avec les membres administratifs de toutes les structures arméniennes fonctionnant en Brésil.

Le 17 novembre la ministre a visité le seul collègue arménien Douryan à São Paulo. Elle y a eu une rencontre avec la direction du collège et les professeurs de la langue arménienne. La dernière rencontre de la visite a été avec les membres de l'administration de la branche brésilienne de la Fondation Pan-arménienne "Hayastan", après quoi Hranouche Hakobian s'est rendue aux États-Unis.

L'ambassade de France refuse rarement les visas

Par Samvel Sargsian

L'ambassade de France enregistre le plus petit indice de refus des visas d'entrée dans les pays de l'UE des ambassades des pays de



Serge Smessow

l'Union européenne en Arménie, a déclaré M. Serge Smessow, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire en Arménie, lors de la conférence de presse du 17

novembre.

Selon lui, dans la question de l'octroi des visas le plus grand mécontentement expriment les agences touristiques, cependant dans ces circonstances la plupart des refus sont conditionnés par la non-conformité des données biométriques réelles dans les documents représentés pour les touristes.

S. Smessow a précisé que les nouvelles exigences de l'UE de la conformité des données biométriques étaient également appliquées envers les demandeurs de visas des autres pays de la CEI. "En outre, s'il se confirme que le partant ne complètera pas l'armée d'immigrants illégaux, des problèmes n'émergent pas", a indiqué l'Ambassadeur, ajoutant que l'un des objectifs "de la nouvelle politique de voisinage" est d'assurer le mouvement libre des personnes.



Directeur Général: Tigran Haroutiunian
Rédacteur en chef: Haroutiun Khachatryan
Traductrice: Nona Petrossian
Directeur de Publication: Marina Haroutiunyan
Mise en Forme: Hayk Hovhannissian

Editeur: Noyan Tapan SARRL
N°28 Rue Isahakian, Erevan, 0009
République d'Arménie
Date et N° de Régistre:
15.12.1995; 273.110.00512
Tirage: 1000 copies
Tel:(37410) 56-59-65, Fax:(37410) 52-43-18
E-mail: contact@nt.am
URL: www.nt.am

Offre d'emploi

Noyan Tapan cherche des jeunes spécialistes pour les emplois vacants suivants:
- Responsable de vente
- Responsables de marketing
- Directeur de l'hebdomadaire
- Agent publicitaire

La formation professionnelle est obligatoire. Le recrutement s'effectue par concours.

L'édition Française de Noyan Tapan L'essentiel est sponsorisée par Mr. Raymond Yézéguelian.